

Ordre des Experts-Comptables Grand Est  
Membre inscrit sur la liste Nationale des Commissaires aux Comptes,  
rattaché à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de l'Est

**Sébastien BURGEVIN**  
**Aurélie CHOMA**  
**Dominique PETTE**

Experts-comptables et  
Commissaires aux Comptes associés

**b2a** audit et conseil

expertise comptable - commissariat aux comptes – audit et conseil

**Centre d'Amélioration du Logement  
de la Moselle**

**C.A.L.M. – SOLIHA MOSELLE**

Association loi 1908 sans but lucratif  
24 Rue du Palais – 57000 METZ  
SIRET : 302 507 686 00012 – APE : 88 99B

/////////  
**rapports**  
**du commissaire aux comptes**  
**au 31 décembre 2024**

## **Sommaire**

### **rapport sur les comptes annuels**

- bilan
- compte de résultat
- annexes

### **rapport spécial sur les conventions réglementées**

C.A.L.M.  
SOLIHA MOSELLE

Exercice clos le  
31 décembre 2024

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.A.L.M – SOLIHA Moselle relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

C.A.L.M.  
SOLIHA MOSELLE

Exercice clos le  
31 décembre 2024

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

C.A.L.M.  
SOLHA MOSELLE

Exercice clos le  
31 décembre 2024

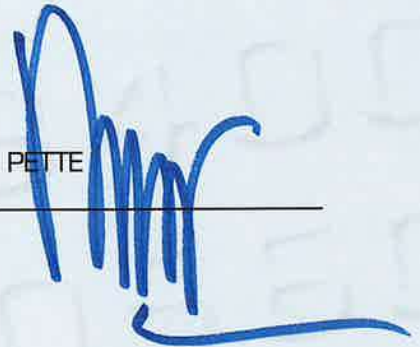
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Fait à Montigny-lès-Metz, le 5 juin 2025

La société de Commissariat aux Comptes  
SARL b2a audit et conseil :

Dominique PETTE  
Cogérant



## CUMULS SERVICES FISCALISES ET NON FISCALISES



**COMPTE DE RESULTAT 2024**
**CUMULS**
**SERVICE FISCALISES, NON FISCALISES.**

	AU 31 DECEMBRE 2024	AU 31 DECEMBRE 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations des adhérents (CM)	4 725,00	9 650,00
Prestations de services	1 090 053,82	977 208,64
Variation des prestations en cours		
Subventions d'équipement		
Subventions de fonctionnement	40 680,00	81 360,00
Participation aux frais de gestion sur prêts	343,55	657,34
Participation d'organismes aux frais de dossiers	336 575,70	275 003,42
Participation aux permanences d'information	65 996,39	26 937,18
Reprises sur amortissements et provisions	2 685,00	9 823,00
Autres produits	13 971,37	25 143,83
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 555 030,83</b>	<b>1 405 783,41</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats non stockés de matières et fournitures	30 173,05	27 365,81
Services extérieurs	276 906,86	227 153,40
Impôts et taxes	48 088,40	37 137,95
Charges de personnel et sociales	1 055 569,40	1 017 517,90
Dotations aux amortissements et aux provisions	49 661,05	51 824,68
Autres charges	0,00	0,00
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 460 398,76</b>	<b>1 360 999,74</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>94 632,07</b>	<b>44 783,67</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers	123 460,66	129 939,74
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Charges financières	0,00	0,00
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>123 460,66</b>	<b>129 939,74</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Reprises Provisions	0,00	0,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5,33	8 755,64
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>5,33</b>	<b>8 755,64</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Dotations aux provisions		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	754,90	6 248,89
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>754,90</b>	<b>6 248,89</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>	<b>-749,57</b>	<b>2506,75</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IV)</b>	<b>85 541,00</b>	<b>53 332,00</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE (I+II+III-IV)</b>	<b>131 802,16</b>	<b>123 898,18</b>



## EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan de l'association CALM avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 8 205 286.07 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 131 802.16€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci après font partie intégrante des comptes annuels.

#### Description de l'activité

Le mouvement SOLIHA se définit comme un mouvement associatif au service de l'homme dans le domaine de l'habitat, de son environnement, de sa vie sociale, avec une priorité d'action en faveur des personnes les plus défavorisées. Il se donne comme objet en améliorant les conditions de vie de redonner de la consistance au corps social, de susciter de nouvelles solidarités et d'agir contre l'exclusion.

L'association a pour objet :

- La diffusion des informations concernant l'habitat et particulièrement l'amélioration de l'habitat defectueux ou insalubre
- De promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants
- D'assurer le maintien des personnes, notamment des personnes âgées, dans un habitat décent
- De promouvoir toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants et en particulier de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie
- De recevoir mandat de gestion de deniers publics et para publics
- De distribuer des subventions sociales et attribuer des prêts sociaux et très sociaux dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

#### Règles comptables :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis suivants les dispositions des règlements 2014-03 et 2018-06 de l'autorité des normes comptables homologuées.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices
- Et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions :	
	Terrains non amortissable
	Gros Œuvre 25 ans
	Façade 20 ans
	Chauffage 15 ans
- Agencements et Aménagements des constructions	15 ans
- Matériel et outillage	1 à 5 ans
- Mobilier de bureau	1 à 5 ans

**Faits caractéristiques de l'exercice :**

NEANT

**Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks : Néant

**Créances :**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est Pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Primes de remboursement des obligations : Néant

Opérations en devises : Néant

Opérations à long terme Néant

Changement de méthodes : Néant

Cumul des 3 salaires les plus élevés pour 2023 : 175 901€

Effectifs au 31/12/24

:

Femmes :

Hommes :

**TOTAL :**



Engagements hors bilan

NEANT

Engagements en matière de retraite

Pour faire face engagements en matière d'indemnité de départ en retraite du personnel de l'association, une provision a été constatée pour un montant de 29 761.00 euros.

Par ailleurs, à cet effet, un contrat a été souscrit le 21 12 2000 auprès de l'assureur ALLIANZ pour couvrir partiellement ce risque au niveau de la section fiscalisée. Le solde de ce contrat s'élève à 39 661.53€ au 31 12 2022 selon l'évaluation reçue de l'assureur en septembre 2023.



# **DETAIL DES IMMOBILISATIONS**

	Immobilisations				
	A l'ouverture	ement poste à pc	+	-	A la clôture
	-		-	-	-
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>48 541</b>		-	-	<b>48 541</b>
Frais d'établissement	-				-
Frais de recherche et développement	-				-
Concessions et brevets	48 541				48 541
Fonds commercial	-				-
Autres immobilisations incorporelles	-				-
Avances et acomptes	-				-
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>963 595</b>		<b>7 837</b>	<b>2 448</b>	<b>968 984</b>
Terrains	115 258				115 258
Constructions	653 131				653 131
installations générales	71 345				71 345
Matériel de bureau	64 544		7 837	2 448	69 933
Mobilier de bureau	59 316				59 316
Immobilisations en cours	-				-
Avances et acomptes	-				-
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>4 635 442</b>		-	<b>38 814</b>	<b>36 549</b>
Prêt service aux particuliers	0				0
Prêts 1% construction	3 102			1 518	1 584
placements	4 560 079	- 4 560 079			
Prêts	71 956			37 296	
Autres immobilisations financières	305				



## DETAIL DES AMORTISSEMENTS

	Amortissements / Provisions			
	A l'ouverture	+	-	A la clôture
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>37 357</b>	<b>5 589</b>	<b>-</b>	<b>42 946</b>
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions et brevets	37 357	5 589	-	42 946
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>549 631</b>	<b>42 577</b>	<b>2 438</b>	<b>589 770</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	401 422	26 505	-	427 927
installations générales	41 054	5 317	-	46 371
Matériel de bureau	52 284	8 802	2 438	58 648
Mobilier de bureau	54 870	1 953	-	56 823
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Prêt service aux particuliers	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Placements	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-



	Brut	-1an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Créances</b>	<b>1 021 524</b>	<b>962 717</b>	<b>58 807</b>	<b>-</b>
Clients et comptes rattachés	866 129	807 322	58 807	
<i>dont douteux</i>	<i>58 807</i>	<i>0</i>	58 807	
Avances, acomptes sur commandes	-	-		
Autres créances	155 395	155 395	-	-
<i>Personnel et charges sociales</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		
<i>Etat</i>	<i>2 552</i>	<i>2 552</i>		
<i>Autres créances</i>	<i>152 842</i>	<i>152 842</i>		

	Brut
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>6 648</b>
Charges constatées d'avance	



# VARIATION CAPITAUX PROPRES

	SOLDE DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FIN EXERCICE
FONDS PROPRES	2 626 030,45			2 626 030,45
FONDS DE RESERVE	3 036 893,31	123 898,16		3 160 791,47
REPORT A NOUVEAU	4 049,93			4 049,93
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	-		-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	123 898,16	131 802,16	123 898,16	131 802,16
FONDS PRETS CALM	1 349 173,80			1 349 173,80
CAPITAUX PROPRES	7 140 045,65	255 700,32	123 898,16	7 271 847,81

	Total capitaux propres
<b>Situation à la clôture N-1</b>	<b>7 140 046</b>
Mouvements	
<i>Variations de capital</i>	
<i>Résultat de l'exercice</i>	131 802
<i>Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice</i>	
<i>Quotes parts subventions virées au résultat</i>	
<i>Autres variations</i>	
<b>Situation à la clôture N</b>	<b>7 271 848</b>



## PROVISION RISQUES ET CHARGES

	Solde à l'ouverture	Dotation	Reprise	Changement de méthode	Solde à la clôture
<b>Provisions pour risques</b>	<b>30 431</b>	-	670	-	<b>29 761</b>
risques sociaux	30 431		670		29 761
<b>Provisions pour charges</b>	-	-	-	-	-

## VENTILATION DES DETTES

	Montant	-1an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>156 087</b>	-	-	<b>156 087</b>
Emprunts				
CAF	-			-
CAF 0%	-			-
VILLE DE METZ	156 087			156 087
CALM SERVICE TECHNIQUE				-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Divers				
Associés				

	Montant	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>30 384</b>	30 384		
<b>Autres dettes</b>	<b>657 207</b>	657 207	-	-
Avances, acomptes reçus sur commandes				
Dettes sur immobilisations				
Dettes fiscales et sociales	351 220	351 220		
Autres dettes	305 987	305 987		

	Brut	Provisions	Net
<b>Comptes de régularisation</b>	-	-	
Produits constatés d'avance	-		



	Net
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>48 166</b>
Immobilisations incorporelles	5 589
Immobilisations corporelles	42 577
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>1 495</b>
Placements	-
Sur actif circulant	1 495
Risques et charges	
	<b>49 661</b>



	Net
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>5</b>
Sur opérations de gestion	5
-	-
Sur opérations en capital	-
-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-
-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>755</b>
Sur opérations de gestion	755
-	-
Sur opérations en capital	-
-	-
Dotations aux provisions	-
-	-



C.A.L.M.  
SOLIHA MOSELLE

Exercice clos le  
31 décembre 2024

## **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

### **Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Montigny-lès-Metz, le 5 juin 2025

La société de Commissariat aux Comptes  
SARL b2a audit et conseil :

Dominique PETTE  
Cogérant

